

ISSN : 0760 - 5404



# l'unité

35

Journal de la Fédération du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine - N° 149 - NOVEMBRE 2002 - 0,76 euros

## QUESTIONS POUR LE DÉBAT

|  |         |
|--|---------|
| Edito  | page 2  |
| Comprendre ce qui s'est passé<br>au printemps 2002                       | page 3  |
| Revenir sur le bilan de la législature 1997-2002                         | page 6  |
| Faire un état de la société française<br>et des aspirations des Français | page 7  |
| L'identité et les priorités des socialistes                              | page 9  |
| Milliter aujourd'hui au Parti Socialiste                                 | page 10 |
| Définir une stratégie politique pour la gauche                           | page 11 |
| Agenda   | page 12 |

# ... *Demain* ...



Par  
**Jean-Claude du CHALARD**  
*Premier Secrétaire  
Fédéral  
Conseiller Régional  
de Bretagne*

Voici le condensé des travaux de réflexions menées par un grand nombre de militants.

Il s'agit là d'un travail sérieux et en tant que tel devant mériter toute notre attention.

Notre parti est le seul qui remette régulièrement en chantier la construction des outils de la pensée devant permettre d'accéder à un monde plus juste et plus fraternel.

Il m'apparaîtrait réducteur et donc dommageable de faire accroire que nous ne réfléchissons que dans la défaite, telles des girouettes obéissant aux vents.

En tant que seul grand Parti de la gauche nous sommes observés tantôt avec sympathie, tantôt avec

animosité, mais toujours avec intérêt, par nos concitoyens.

C'est pourquoi nous ne devons jamais oublier que nous n'existons comme Socialistes que dans le regard non seulement des Français mais également de tous ceux qui dans le monde espèrent des jours meilleurs.

Vivons donc sereinement et dignement cette période riche de notre vie militante en refusant toute différence factice, toute balkanisation de notre Parti ; ceci exclu, il nous reste tant de propositions enthousiasmantes à formuler telles celles contenues dans ce numéro spécial de *L'Unité* 35.

Il n'est pas exagéré de penser que l'année 2003 sera une année à tempêtes ; c'est pourquoi nous devons de porter haut et fort nos idéaux et notre foi en l'avenir des hommes.

N'oublions jamais cette pensée de Jean Jaurès : «le socialisme, c'est de rendre possible demain ce qui aujourd'hui est considéré comme utopie».



Près de 200 militants des sections du département ont répondu à l'invitation de la Fédération pour la journée «questions pour le débat», organisée le samedi 12 octobre au Triangle à Rennes. Les rapporteurs des six ateliers ont rendu compte des travaux de la matinée.

# COMPRENDRE CE QUI S'EST PASSÉ AU PRINTEMPS 2002

Animateur : **Claude Toxé** (section Saint-Jacques-de-la-Lande)

Rapporteur : **Stéphanie Poppe** (section Rennes Centre-Sud)

## COMPRENDRE CE QUI S'EST PASSÉ EN 97

En 1997, nous avons gagné sur le rejet d'Alain Juppé trop intransigeant, qui n'avait pas su répondre aux attentes des Français de réduire le chômage (grandes grèves). En 2002, nous n'avons pas répondu aux attentes en matière de hausse du pouvoir d'achat, des craintes face à la libéralisation mondiale et à l'insécurité.

En 1997, nous vivions sur l'acquis du très bon score surprise de Jospin à l'élection présidentielle de 1995 sans proposer un véritable programme de société malgré les mesures phares des 35 heures et des emplois-jeunes.

Quelques triangulaires dues aux divisions de la droite, et nous avons gagné les élections législatives.

En 1997, c'est plus la droite qui a perdu les élections que nous ne les avons gagnées. Nous aurions dû en tenir compte, car le même scénario s'est produit pour nous. Finalement, nous avons gagné par défaut, ce qui a empêché une réelle remise en question. La victoire nous a privés de vigilance.

Et pourtant, certains signes auraient dû attirer notre attention.

Lors des élections municipales de 2001, l'abstention avait été forte et la gauche, trop souvent divisée, avait perdu de nombreuses villes.

Sur le terrain on ressentait déjà un «décrochage populaire» : les impatiences sociales, les mécontentements croissants (service public, précarité...). Lors de nombreux autres scrutins européens, la sociale-démocratie s'est vue ces dernières années sanctionner. Alors que la gauche était au pouvoir dans 13 pays sur 15 en 1997, la situation s'est peu à peu renversée vers une Europe bleue n'hésitant pas à s'allier avec les forces fascistes (Autriche, Italie).

La sociale-démocratie a perdu les européennes de 99 faute de réponses apportées aux attentes sociales, à l'urgence d'engager le chantier de l'Europe

sociale au lieu de subir l'Europe libérale et marchande.

Pourtant les forces de gauche n'étaient pas réellement minoritaires et se retrouvaient dans d'autres mouvements comme les mouvements dits «anti-mondialisation».

En France, le 21 avril, la gauche représentait 42,96% des Français contre 40,56% pour la droite.



## QUE S'EST-IL PASSÉ EN 2002 ?

**Analyser la défaite du PS de 2002 n'est pas chose aisée car les causes sont multiples et c'est leur conjonction qui a vu Lionel Jospin éliminé au premier tour.**

La déception d'aller voter Chirac était immense, mais surtout elle était assortie d'un sentiment d'une grande injustice. Pourquoi ce sentiment d'injustice ? Parce que si l'une des causes avait manqué, la victoire était possible ; elle n'a tenu qu'à un fil. Et pourtant, une observation plus sereine montre que la défaite était irrésistible. Elle tient à des si-

tuations très conjoncturelles qui finalement ont pris racine dans des causes plus durables.

## LES CAUSES CONJONCTURELLES

### • JOSPIN N'A PAS DÉMISSIONNÉ APRÈS LE VOTE DU BUDGET.

Il a laissé l'espace médiatique libre à Chirac. Jospin n'était donc malgré tout plus Premier Ministre et pourtant il n'était pas candidat.

### • MULTIPLICITÉ DES CANDIDATURES, SURTOUT À GAUCHE, ÉPARPILLANT LES VOIX.

Les candidats se sont multipliés pour combler le vide du débat électoral qui se concentrait uniquement sur le thème de la sécurité.

Le vrai débat s'est fait à gauche, donnant l'image d'une gauche divisée. Les divergences de la gauche plurielle se sont transformées en déchirements irresponsables, faisant le jeu des extrêmes.

À gauche, on sanctionne d'abord les «copains», c'est plus simple que d'affronter la démagogie de Chirac qui avait tout le loisir d'en user et abuser. L'inversion du calendrier électoral impliquait pourtant un candidat unique à gauche.

### • UNE CAMPAGNE CALAMITEUSE.

Le PS n'a pas occupé le terrain ni mobilisé ses militants avant la déclaration de Jospin.

Le Parti n'a fait qu'attendre le signal mettant à l'écart son rôle même de parti. En guise de coup d'envoi pour la mobilisation, les militants socialistes ont reçu de plein fouet, la formule de Jospin souhaitant ratisser large à gauche : «Mon programme n'est pas socialiste, il est moderne» ; les militants se voyaient par la même signifier qu'être socialiste n'était pas être de gauche, et qu'être socialiste n'était pas moderne.

La suite de la campagne a été déplorable, menée par les apparatchiks, des experts issus des cabinets ministériels, évoluant dans une bulle, coupés des réalités du terrain, des mises en gardes militantes. Et lorsque le Parti a commencé à jouer son rôle de conseil, d'avertissement, il n'a pas été écouté.

Les maladresses de langage se sont multipliées.

*Malgré tout, il y avait un bilan et un programme à défendre et cela n'a pu être bien fait.*

### • DES MÉDIAS PARTIAUX, CLOISONNANT ET ORIENTANT LES ÉLECTIONS.

Les médias ont décidé de jouer le jeu de la démagogie chiraquienne, se focalisant sur les «petites phrases» de Jospin, et se concentrant uniquement sur le thème de l'insécurité. Ils ont amplifié le sentiment d'insécurité des Français. La récupération scandaleuse du drame de Nanterre par Chirac n'a rien arrangé.



Les médias ont fait la pluie et le beau temps en véritable quatrième pouvoir qu'ils sont, faisant le lit de Le Pen. Exemple du meeting de Jospin à Rennes, vécu comme un événement par les participants, qui n'ont vu aucune couverture médiatique sauf deux secondes sur le ketchup.

Les instituts de sondage également funestes, ont reçu toutes les critiques.

Les médias portent une responsabilité infinie que personne n'ose encore aujourd'hui condamner publiquement. Que pouvons-nous contre cela ? Le sentiment de l'impuissance face à la partialité des médias perdure aujourd'hui «on s'est fait rouler». Pour contourner cet obstacle terrible des médias, nous aurions dû redoubler d'effort, mieux nous défendre, mieux communiquer.

### • UNE COMMUNICATION ET UNE PROPAGANDE INOPÉRANTES À PLUSIEURS ÉGARDS.

Arrogance des cadres du Parti, sûrs de la victoire, pensant que c'était gagné d'avance. Les électeurs ont eu le sentiment que les jeux étaient faits et ne se sont pas déplacés ou bien ont tenté d'autres candidats «pour voir».

Les porte-parole du PS se sont montrés trop peu motivés, pas assez impliqués presque indifférents. Ils n'ont pas montré les enjeux ; les électeurs ont également considéré que la gauche et la droite, c'était pareil. Nous avons pêché par orgueil, et les militants ont sans doute manqué eux-mêmes d'enthousiasme et de dynamisme.

Jospin n'a pas fait une campagne d'homme de gauche. Les différences entre la gauche et la droite n'ont pas été suffisamment affichées, nos valeurs n'ont pas été clairement présentées.

Nous n'avons pas assez mis en avant nos réussites. Le PS ne s'est pas montré assez marqué à gauche. La cohabitation a effacé le clivage droite/gauche : Jospin a gouverné avec Chirac et l'alternance, peu claire, n'a pas joué.

Notre discours était trop opaque, trop intellectuel. Les débats politiques doivent rester à la portée de tous ; sans pour autant prendre l'électeur pour un imbécile, il faut parler simplement et clairement. Les gens attendent des réponses claires.

### • UN COMPORTEMENT ÉLECTORAL IRRESPONSABLE.

Il trouve sa source dans les causes durables. Cependant, les électeurs ont confondu la fonction de démocratie représentative de l'élection avec le moyen d'exprimer une humeur, une contestation.

### • LE DÉPART DE JOSPIN.

Avec son départ, Lionel Jospin a encore une fois laissé le champ médiatique libre au gouvernement Raffarin qui n'en demandait pas tant. Les militants se sont sentis abandonnés. Les leçons non retenues (le débat s'est focalisé sur les bienfaits et méfaits de la cohabitation) ont fatalement mené à la défaite aux législatives. Jospin, annonçant son retrait de la vie politique au moment où l'Outre-Mer votait encore, les DOM-TOM ont sans doute arrêté de voter pour lui, le privant des 180 000 voix qui auraient permis sa victoire.

*La multiplicité des candidatures, la mauvaise communication de campagne, la partialité des médias, nous ont empêchés de défendre le bilan gouvernemental et notre programme.*

*Pour autant, aujourd'hui, on se rend compte qu'il ne faut pas se poser comme victime («c'est trop facile de dire que les médias étaient responsables») et se demander ce que l'on a raté auparavant. Les causes conjoncturelles sont importantes, mais il y en a à chaque élection, elles profitent soit à droite, soit à gauche.*

*Mais notre manque de motivation, nos erreurs ne viennent-elles pas des caractéristiques mêmes du bilan et du programme ? Ces caractéristiques ne rejoignent-elles pas également les causes plus durables de notre défaite ? Comment a pu naître ce comportement électoral ?*

## LES CAUSES PLUS DURABLES

Tout le monde s'accorde à dire que le bilan de l'action gouvernementale est globalement bon. Cependant, les socialistes au pouvoir n'ont pas su empêcher, voire ont créé les conditions durables de la défaite.

### • LE CONSUMÉRISME POLITIQUE ET LA PERTE DES VALEURS RÉPUBLICAINES.

Le citoyen a perçu les grandes avancées sociales et sociétales de la gauche au pouvoir (CMU, APA, PACS, 35 h, emplois-jeunes) comme des mesures normales, allant de soi.

Le gouvernement n'était qu'un fournisseur de progrès social pour le citoyen devenu avant tout citoyen consommateur, qui veut tout, tout de suite, et qui «zappe» lorsqu'il n'est pas content.

Les citoyens ont perdu tout repère, tout sens civique, surtout les jeunes, les médias ne favorisant pas l'intérêt pour la politique (depuis la fin du communisme) privilégiant le spectacle. Si les jeunes, ne sont pas allés voter, c'est que l'éducation civique a manqué.



Il y a un individualisme croissant face à la perte de repères dans une société qui magnifie la réussite financière personnelle, qui oublie les valeurs de solidarité locale, nationale, européenne, mondiale.

Nous n'avons pas su développer et faire valoir ces valeurs républicaines. Nous n'avons pas su présenter les avancées sociales qui paradoxalement étaient les plus à gauche de l'histoire de la gauche, comme découlant d'une politique de gauche. Les 35 heures sont l'exemple type de la mesure gouvernementale mal expliquée, du message politique dénaturé par la technicité. Il y avait un problème de pédagogie politique, de lisibilité du message. La plus grande avancée sociale et sociétale du gouvernement, les 35 h, a fini par être perçue comme un échec. Il y a un décalage entre la Loi et sa mise en application, sa mise en œuvre. Le gouvernement a fourni du progrès social, trop sûr de lui, dans la technicité, sans écouter les préoccupations profondes des gens, en se coupant des préoccupations du peuple et de contact avec les syndicats.

### • CES AVANCÉES SOCIALES N'ONT PAS CHANGÉ LE QUOTIDIEN DES PLUS DÉFAVORISÉS.

Les citoyens ont parallèlement perdu toute confiance dans le politique ; ils avaient l'impression que le politique ne pouvait rien pour changer le cours des choses ; à titre d'exemple, les vagues de licenciement de LU, Moulinex. La loi de modernisation sociale, mal expliquée, n'est pas venue changer ce sentiment.

Des situations de concurrence et de division de la classe populaire sont apparues entre ceux qui n'arrivent pas à survivre de leur travail et ceux qui peuvent survivre sans.

Nous n'étions pas en phase avec les attentes des gens de répondre à la misère sociale ; le politique ne pouvait répondre à l'insécurité sociale.

La sociale-démocratie pouvait-elle répondre aux problèmes des gens ?

### • LE PARTI SOCIALISTE N'A PAS JOUÉ SON RÔLE DE PARTI

Il n'a pas joué son rôle de traitement politique de l'action du gouvernement, de défenseur, d'agitateur d'idées, de relais sur le terrain.

Nous avons eu tendance à attendre que les gens viennent vers nous au lieu d'aller vers eux. Nous n'étions pas à l'écoute, nous n'avons pas assez échangé avec d'autres organisations comme les syndicats, les associations, les réseaux.

Aucun relais entre les militants de base et les chefs de Parti ; c'était les chefs de cabinet qui gouvernaient et pas les élus de base.

Cependant, certains élus locaux n'écoutaient pas les opinions militantes, ou bien ils ne tenaient pas compte de ce qu'ils entendaient.

Nous n'avons été qu'une chambre d'enregistrement de l'action gouvernementale, au lieu d'être une force de proposition et de critique pour le gouvernement.

Notre rôle était de conscientiser les gens, d'expliquer le pourquoi des choses.

Le Parti a fini par sous-traiter bon nombre de thèmes ; par exemple, pour l'environnement, il y avait les écologistes.

Mauvaise représentativité de notre Parti.

Impression qu'au sein de notre parti il y avait des sujets implicitement tabous. Il n'était pas possible de parler de sécurité et de reconnaître que l'insécurité était plus qu'un sentiment (exemple de l'insécurité en milieu rural). Ou bien, peut-on limiter certaines libertés sans remettre en cause notre valeur de respect de la Liberté ?

Nous n'étions plus un parti structurant de la gauche.

• **UN PROGRAMME PRÉSIDENTIEL PEU SÉDUISANT**, dans lequel les gens ne se sont pas retrouvés. Un programme opaque, qui manquait de hauteur, pour rassembler, motiver et gagner les élections positivement. C'était un véritable catalogue de mesures qui cherchaient à satisfaire chaque catégorie de citoyens pour finalement en mécontenter d'autres, déconnecté d'une vision et d'un projet de société pour la France, l'Europe dans le monde, d'un message porteur d'espoir

*S'il y a eu tant d'abstention, c'est que le principal parti de la gauche n'a pas su mobiliser.*

*S'il y a eu division et dispersion, c'est parce que le bilan et le projet n'ont pas convaincu.*

*S'il y a eu incompréhension, c'est parce que le Parti Socialiste n'a pas su mener une campagne sur un choix de société profondément différent de celui de la droite, sur un projet de société.*

### La fédération



du PS d'Ille-&-Vilaine est sur internet

Sur ce site fréquemment mis à jour, vous pourrez trouver les rubriques suivantes :

- Le PS en Ille-et-Vilaine (organigramme fédéral, les sections, les statuts, un historique).
- Les élus socialistes du département et les résultats électoraux depuis 1958.
- L'actualité (Unité 35, communiqués de presse) et l'agenda.
- Les bilans de l'action des socialistes au gouvernement.
- Les propositions du PS et discours fondamentaux.
- Les organismes associés : Union des Elus Socialistes et Républicains et le Mouvement des Jeunes Socialistes.
- Les autres sites internet existants.

<http://perso.wanadoo.fr/fede35 parti-socialiste>  
Email : [fede35@parti-socialiste.fr](mailto:fede35@parti-socialiste.fr)

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Votre abonnement à l'Unité 35 arrive à échéance ?

un bon réflexe : réabonnez-vous...

Bulletin à renvoyer à l'Unité 35:

45 bis, bd de la Liberté - 35000 RENNES

NOM : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

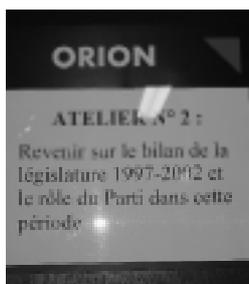
Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

(0,76 euro, le numéro - 10 numéros par an).

Chèque à l'ordre de l'Association Départementale de Financement du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine (ADFPS 35).



## ATELIER N°2

# REVENIR SUR LE BILAN DE LA LÉGISLATURE 1997-2002 ET LE RÔLE DU PARTI SOCIALISTE DANS CETTE PÉRIODE

Animateur : Thierry Pellerin (section Chantepie)  
Rapporteur : Jean-René Lebret (section Rennes-Centre)

### RELEVÉ DES CONCLUSIONS DE L'ATELIER.

La campagne électorale n'a peut-être pas été bonne, mais cette faiblesse est insuffisante pour expliquer l'échec du printemps 2002. Un bilan de la législature est nécessaire.

Les priorités de 1997 étaient bonnes et les acquis sont certains : CMU, loi SRU, 35 heures, PACS, emploi-jeunes...

Mais les aspects négatifs de la période 1997-2002, ou antérieure, sont aussi très importants et se situent à 3 niveaux.

**1<sup>er</sup> niveau** - L'application pratique de certaines mesures a été délicate, difficile, voire, pour partie, à l'opposé des objectifs. Le cas typique est constitué par les 35 heures qui ont pu «abîmer» des personnes à statut précaire ou modeste.

**2<sup>e</sup> niveau** - Le gouvernement et le parti socialiste ont oublié la coupure fondamentale entre capital et travail :

- notre discours n'a pas été clair en ce domaine, il a pour le moins été lisse ;
- avant 1997, on s'opposait aux privatisations, après il y a eu France Télécom ;
- on ne s'est pas appuyé sur le pouvoir redistributif de l'impôt ;
- on s'est laissé dominer par le pouvoir financier ;
- on a accepté que les salariés soient une variable d'ajustement ;



- on s'est laissé aller sur un vocabulaire révélateur : parlons toujours de cotisations sociales et non de charges sociales ;
- on ne s'est pas assez appuyé sur les syndicats, les autres partis de gauche, les associations «alter», comme altermondialistes ;
- on n'a pas profité d'être 13 pays à participation socialiste pour faire avancer une Europe sociale ;
- au motif que l'Etat ne peut pas tout faire, on a oublié que l'Etat pouvait faire (faiblesse de l'Inspection du Travail...).

En pratique, nous avons souvent oublié nos fondamentaux et abandonné l'idéologie.

**3<sup>e</sup> niveau** - Le Parti n'a pas su être le relais des militants.

- il n'a pas été assez présent pour insister sur le rôle des «masses laborieuses» ;
- il n'a pas participé suffisamment à la recherche de nouveaux leviers de transformation de la société, adaptés à des réalités nouvelles ;
- il n'a pas fait remonter suffisamment les difficultés rencontrées par les militants ;
- il a laissé les cabinets ministériels prendre trop de place et le gouvernement s'enfermer dans sa bulle.

Un militant, participant de l'atelier, a conclu par cette phrase : «Ce monde capitaliste n'est pas le mien».



## ATELIER N°3

# FAIRE UN ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ET DES ASPIRATIONS DES FRANÇAIS

Animateur : **Claude Michel** (section Rennes-Centre)

Rapporteur : **Brigitte Maréchal** (section Betton)

### CLASSES SOCIALES

Les classes sociales ont évolué. On peut séparer deux grands groupes : ceux qui ont du travail et donc un salaire et ceux qui n'en ont pas, qui vivent de l'assistance.

Il faudrait donner du travail à ceux qui n'en ont pas, revaloriser les métiers les plus défavorisés (on observe une dichotomie entre le travail manuel et intellectuel), relever les minima sociaux...

Le statut de cadre n'existe pas dans les autres pays européens, il faudrait mener une réflexion sur ce statut. Attention ! Ce statut est aussi un acquis social ! On entretient dans la société des différences (de l'OS, à l'ingénieur en passant par le contre maître...). Ces différences sont entretenues par l'argent. La sélection se fait par l'argent, alors on veut toujours gagner plus. Il faut penser au déroulement de carrière pourtant c'est dès le début que les jeunes ont besoin d'argent. Des gens sont au SMIC à 20 ans et le sont toujours à 50 ans. L'injustice sociale est toujours moins bien vécue quand c'est un gouvernement de gauche.

### TRAVAIL ET FORMATION

On devrait pouvoir s'épanouir au travail. Mais on ne changera pas les métiers. Il faut pousser la formation pour que les gens puissent évoluer, qu'ils soient remotivés.

### CULTURE POLITIQUE

«On note un manque de culture politique surtout chez les jeunes». Attention, on ne doit pas parler des jeunes comme on parlait des femmes. Les jeunes sont aussi divers que les adultes. Ceux qui ne vont pas voter, ce ne sont pas uniquement les jeunes.

Il faut arrêter de dire "les jeunes", c'est toute la société française qui est concernée. Il y a une très grande responsabilité des partis, des hommes, des femmes.

Pourquoi ce rejet de la politique ? On devrait avoir une meilleure connaissance du monde politique et de l'Europe.

Il faut prendre le temps d'expliquer. Il faudrait faire davantage d'instruction civique à l'école.

On ne mélange pas assez les choses : intérêt financier et bien-être. Il faut les marier par le monde associatif.

Il faut travailler le statut de l' élu, on ne devrait pas entendre parler de carrière de politique. On ne fait pas carrière dans le monde des élus !

A l'école, il faut entrer dans le moule. Il faudrait développer l'envie d'apprendre et pas seulement les maths et le français. Donner de la richesse au savoir.

Il y a quelques années, aux heures de grandes écoutes, il y avait diffusion de culture.

Jack Lang a tenté de mettre des émissions culturelles, mais cela n'a pas fonctionné, le taux d'écoute était trop faible.



### POLITIQUE, MÉDIAS ET CULTURE

La société est sous l'emprise des médias, on ne prend pas suffisamment en compte le fait que les gens éteignent leur poste de télévision quand il s'agit de politique.

Comment faire comprendre ce qu'est la politique ? Comment être moins technocrate quand on explique ? On ne peut pas dissocier politique et médiatisation.

L'accès à la culture n'est pas que l'affaire des gens qui ont les moyens : on rencontre là aussi des générations "friquées" très "bof", complètement incultes. Pourquoi ne pas réfléchir à notre pédagogie.

À l'Éducation nationale, on a tendance à sortir des textes avec un abaissement du savoir sous prétexte de la démocratisation. Les enseignants sont souvent obligés d'appliquer les nouvelles directives contre leur volonté.

On peut trouver un communautarisme dans les médias : sur la 5, il y a de très bonnes émissions, sur *France-Inter* de très bons débats. On fait partie d'une communauté, certains s'investissent, d'autres pas.

### INDIVIDUALISME ET SYNDICATS

Les gens préfèrent remettre leurs responsabilités à d'autres. «L'anticulture» s'est développée. C'est vrai que pour se mettre à la politique, il faut faire preuve d'efforts un certain temps. Peut-être qu'on nous a trop guidés à être consommateur.

On doit avoir davantage de solidarité.

La mise en place des 35 heures n'a pas trouvé l'aval des syndicats.

L'administration d'Etat n'a pas été un modèle.

Pourtant, l'utopie des 35 heures sera la réalité de demain.

Aux élections, on a perdu des voix dans la classe ouvrière.

Il faut retourner dans les entreprises.

Chacun essaie de défendre son truc, mais ne défend pas les autres.

Il faut davantage de formation syndicale. On va perdre un tas d'élections si on ne va pas dans cette voie.

### COMMUNICATION

Nous avons un problème de communication. Nous devons être plus proches des gens.

Nous avons subi la pression des médias pendant les campagnes présidentielles et législatives.

Pourquoi n'avons-nous pas su contrer ?

Les gens n'écourent pas les infos entre les campagnes. Pendant les campagnes, on leur fait avaler beaucoup de choses.

«Attention ! Rien ne nous permet de dire que les gens ne suivent pas l'actualité, c'est trop facile de tout rejeter sur eux. Ils ont besoin d'être respectés, d'être écoutés».

Problème de communication, les politiques n'ont pas été très convaincants sur les 35h dans les médias. C'était un discours langue de bois.

On a trop dit que c'était une mesure formidable.

Pour certains l'administration, ce sont les nantis alors que dans le privé on note une perte de salaire (même travail à effectuer en 35 h, annualisation). Tout cela a été très mal ressenti par beaucoup de gens.

Pourtant la mise en place des 35 h dans les grandes entreprises privées s'est souvent bien passée et s'est plutôt mal passée dans le secteur public comme le secteur hospitalier.

Pourquoi certains gagnent de plus en plus et d'autres de moins en moins.

C'est comme pour la retraite, il ne faudrait pas que les avantages deviennent des privilèges !

Il ne faut pas mettre dos à dos secteur public et secteur privé. Là encore c'est un problème de méconnaissance. C'est le rôle d'un militant de connaître. C'est facile d'opposer les deux forces.

Il faut combattre l'ignorance.

Dans le combat social, les acquis sont le résultat d'une lutte. Le progrès est le résultat d'une lutte. Les gens se retrouvaient dans la lutte.

Nous avons un problème de communication avec les gens, en termes d'image un problème à régler. Pourquoi Chirac, sans programme, a-t-il gagné ?

### ASPIRATION DES FRANÇAIS

Il faut partir des valeurs des Français.

Ils veulent être respectés dans leur diversité, être écoutés.

Il ne faut pas parler la langue de bois. Ne pas hésiter à employer les mots qu'il faut (le parti socialiste a longtemps eu du mal à prononcer le mot sécurité).

Les Français veulent qu'on leur parle vrai.

L'aspiration des français est très diversifiée, on ne peut pas faire de généralité.

Les adultes sont en manque de rencontres adultes.

Il faut être humain, être près des gens, respecter l'autre. Ne jamais renier l'essentiel.

Il faut faire de la proximité. Certains dirigeants socialistes ne vont pas assez à la rencontre des gens.

Etre attentif à ce que dit la vie associative, le monde syndical. Ecouter les autres.

### VALEURS DU PARTI

A travers l'Europe et la mondialisation, on découvre des intérêts nouveaux. Le problème est plus important. Il faut trouver l'énergie qui va fédérer plein de monde.

Il faut retrouver les acquis qui ont alimenté notre parti. La confiance n'existe plus.

Partage, solidarité, justice sociale, quand on voit comment des gens sans être condamnés ont agi.

On a beaucoup à faire. Dans le monde politique certains gagnent bien leur vie, d'autres gagnent peu et font pourtant un travail énorme. On a trop tendance à faire l'amalgame.

Le parti doit repenser la société. Reposer la question de société.

Etre socialiste, c'est être médiateur, rassembler, fédérer les gens autour des problèmes de la vie quotidienne. Il faut sortir de l'individualisme.

Le parti doit permettre d'apporter la formation et l'information.

Comment mettre en adéquation les valeurs de la so-

cété et les valeurs du parti socialiste. Il faut faire une étude en profondeur, ne pas rester sur des poncifs.

Il faut faire une étude en profondeur, ne pas rester sur des poncifs.



### L'EUROPE - MONDIALISATION

Quand on parle de l'Europe, du Monde, on a l'impression que cela nous concerne moins.

Il va falloir susciter des intérêts.

Pourtant l'Europe, c'est la priorité pour les années futures.

On remarque un désintérêt pour l'Europe. L'Europe est ressentie comme un pouvoir de nuisance. Pas suffisamment montrée comme un moyen d'évolution, de progrès.

L'agriculture bretonne n'existerait plus sans l'Europe. La modernisation n'aurait pas été faite.

Dire c'est la faute de l'Europe, c'est un moyen de se trouver des excuses.

Pourquoi aux élections européennes ne pas avoir une étiquette socialiste européen ?

Les socialistes sont les plus à gauche des européens.

On dit de l'Europe qu'elle sera sociale, battons-nous pour qu'elle y soit vraiment !

Il faut qu'on parle de l'aide aux pays en développement.

Il faut affirmer les valeurs du parti, faire moins de propositions mais les tenir.

*Exemple* : le droit de vote des étrangers, cela fait 20 ans qu'on en parle.

Arrêter de faire plein de belles promesses.

Un député UMP propose le droit de vote aux étrangers. La droite va-t-elle faire ce que la gauche n'a pas fait !

Attention, il ne faut pas oublier que lorsque la gauche était au pouvoir, tout était verrouillé (ex. le Sénat). Des combats ont été battus en haut lieu.

Il faut réformer les institutions.

Solidarité : il faut qu'on soit courageux (comme a pu l'être François Mitterrand pour l'abolition de la peine de mort), quitte à être à contre-courant.

Pour les sans papiers on doit prendre position !

Les étrangers sont moins considérés que les autres alors qu'ils font du travail que personne ne veut faire.

Il faut leur répondre très vite, que la réponse soit posi-

tionnelle ou négative, en leur expliquant pourquoi.

On doit aussi se positionner contre la double peine.

L'Europe doit être au cœur des préoccupations des socialistes.

Si nous voulons continuer à exister, il faut une Europe de défense. Il ne faut pas crier sur les dépenses de défense.

Elargissement de l'Europe : 10 nouveaux pays, il faut les accueillir. Comment intégrer ces pays sans prendre position sur la PAC.

L'Europe, c'est difficile à comprendre, ce n'est pas concret. On ne se projette pas dans l'avenir en se disant «pour nos enfants, il faudrait cela...»

C'est un domaine difficile à expliquer.

Rapport Nord-Sud : il faut les aider sur place et combattre les dirigeants corrompus (70% des aides vont en Suisse).

### SOLIDARITÉ ET SOCIAL :

Il faut écouter, mais si on écoute uniquement les autres on ne fera rien. Exemple de ce qui s'est passé à Montauban pour le centre d'accueil des demandeurs d'asile.

Il faut que l'on ait des positions de principe même si cela peut être un peu gênant, faire de la mauvaise publicité.

# L'IDENTITÉ ET LES PRIORITÉS DES SOCIALISTES

Animateur : **Isabelle Thomas** (section Saint-Malo-Sud)  
Rapporteur : **Jean-François Picaut** (section Rennes-Sud-Est)

## 1) L'IDENTITÉ DES SOCIALISTES :

Etre socialiste, c'est avoir un idéal hérité d'une histoire, celle du mouvement démocratique, ouvrier et social, et c'est être porteur d'un certain nombre de valeurs.

Ces valeurs s'appellent :

a) La **solidarité**, qui ne saurait se confondre avec la charité ni avec la simple correction des inégalités par la redistribution. Elle vise à donner à chacun les moyens de son épanouissement personnel par la formation professionnelle, la promotion sociale et le droit à l'éducation qui ne se confond pas avec la seule instruction. Elle est l'une des formes de l'égalité et une des conditions de la liberté qui fondent la République.

b) L'**humanisme**, c'est-à-dire le souci de mettre l'homme et non l'économie ou l'argent au cœur de la société et l'affirmation de l'égalité valeur de tout être humain.

c) L'**internationalisme** qui découle de l'humanisme, fait que l'horizon de notre action ne se limite pas à notre pays mais englobe le monde entier et justifie notre engagement européen.

d) La **démocratie** à tous les niveaux (local, national, européen). La démocratie politique consiste à faire vivre les valeurs de la République, la démocratie économique vise à la régulation du marché et la démocratie sociale s'exerce sur le lieu de vie comme sur le lieu de travail. La démocratie concerne aussi le fonctionnement interne de notre parti.

e) L'**égalité** entre les individus, les sexes, les territoires, etc. se définit en termes de droits et de devoirs et s'entend comme une égalité de chances.

f) La reconnaissance de la **valeur du travail** et la promotion de la **responsabilité individuelle**.



## 2) LES PRIORITÉS DES SOCIALISTES :

Ces valeurs doivent se concrétiser par un projet politique et idéologique, véritable boussole et pierre de touche de notre action, qui ne saurait se confondre avec un catalogue de mesures catégorielles.

Il s'agit pour nous de :

1) définir clairement ce qui peut revenir au marché et ce qui doit rester du domaine du service public. A nos yeux : les sources d'énergie, l'éducation, la santé, la culture, au moins ;

2) faire des choix clairs en faveur d'une régularisation de la mondialisation, notamment par la démocratisation des grandes organisations comme l'OMC et l'ONU et par des mesures en faveur d'un rééquilibrage des relations Nord-Sud ;

3) lutter contre l'insécurité sociale en proposant des mesures pour sécuriser l'emploi et la mobilité (quand elle est nécessaire) et pour maîtriser la flexibilité ;

4) œuvrer pour la reconnaissance de l'individu au travail en revalorisant le dialogue social et la place des syndicats ;

5) faire avancer l'Europe des citoyens en prenant des décisions claires relatives à l'élargis-

sement ainsi qu'à la future Constitution européenne. Promouvoir le Parlement européen en y faisant élire des députés motivés et à plein temps. L'un des moyens pour bâtir un espace public de débat européen est de nous atteler à la construction d'un Parti des Socialistes Européens qui soit un véritable parti d'adhérents ;

6) faire de la prospective, notamment en matière démographique, afin d'être en état de promouvoir un véritable développement durable ;

7) mener un véritable combat idéologique contre le retour de tous les conservatismes, sur les thèmes de la liberté individuelle, de l'insécurité, de la famille, de la laïcité, de la sexualité, etc. ;

8) élaborer un statut de l'élu qui permette une véritable limitation du cumul des mandats et de leur exercice dans le temps.

Autour de notre projet, il faut concevoir une communication claire qui permette à chacun de recevoir nos propositions et de les discuter. C'est ce qui nous permettra de redonner toute sa force au politique et par là de restaurer la puissance publique au service de tous.

*La diversité, dans notre parti, est une richesse tant qu'elle s'exprime autour d'un socle commun car c'est notre unité qui est le gage de notre efficacité.*

# MILITER AUJOURD'HUI AU PARTI SOCIALISTE

Animateur : **Yvette Le Goff** (section de Liffré)

Rapporteur : **Emmanuel Couet** (section Saint-Jacques-de-la-Lande)

Une quinzaine de militants, représentant 10 sections, ont participé à cet atelier. Après la présentation des contributions écrites des sections, le débat s'est engagé. Il en ressort à la fois des constats et des propositions.

## UN PARTI DE MILITANTS

Unaniment, les participants ont fait part du malaise ressenti actuellement par un grand nombre de militants.

Tous souhaitent que l'expression des militants soit davantage entendue, que les analyses et propositions des sections puissent « remonter », que le mouvement soit plus ascendant, de la section vers la fédération et de la fédération vers le national.

Dans cet esprit, la proposition est faite d'un journal des sections qui rendrait compte des échanges et des positions adoptées.

En résumé, que les militants participent mieux à l'élaboration des orientations du Parti Socialiste, qu'ils soient « utiles », et pas seulement pour les collages d'affiches.

## SORTIR DU CADRE DE LA SECTION

Si l'organisation en section n'est pas remise en cause, des regroupements plus fréquents en assemblées de canton, de circonscription, ou au niveau des intercommunalités sont souhaités pour élargir et enrichir le débat.

De la même manière, une organisation plus transversale, avec un travail politique sur les grands enjeux, au niveau fédéral, apparaît nécessaire pour sortir de la routine des réunions de sections consacrées au commentaire de l'actualité.

## L'EXEMPLARITÉ DES PRATIQUES

Tous les participants ont souligné le tort que nous causait le décalage entre notre discours et certaines pratiques.

Ainsi, tout le monde s'est accordé à dire que nous devons appliquer de manière exemplaire la règle du non-cumul, aussi bien en nombre de mandats qu'en durée, aussi bien pour les élus que pour les responsables du Parti.

Idem pour la parité, réforme que nous avons engagée et que nous appliquons parfois timidement.

Par ailleurs, la parité et le non-cumul doivent faciliter le nécessaire renouvellement.

## LA FORMATION DES MILITANTS

Ceci semble particulièrement demandé par les nouveaux adhérents (mais pas seulement). Mieux connaître l'histoire du PS, ses valeurs fondatrices, son identité, son fonctionnement semble indispensable, surtout cette période de réflexion qui fait suite à un grave échec.

## PLUS DE PRÉSENCE SUR LA SCÈNE POLITIQUE DÉPARTEMENTALE

Les militants présents attendent que la fédération fasse mieux connaître à l'extérieur le travail qui est fait dans les sections, mais surtout qu'il y ait plus d'initiatives politiques tournées vers l'extérieur (débat, manifestations, conférences de presse, fêtes etc...) afin de donner l'image d'un parti ouvert et dynamique.

L'expression politique des socialistes sur les questions locales et nationales ne doit pas être l'apanage des élus.

## UN VÉRITABLE PARTI SOCIALISTE EUROPÉEN

Les participants souhaitent que le Parti Socialiste Européen devienne un véritable parti de militants, dont les orientations

soient débattues et tranchées dans les fédérations, pour bâtir un projet commun au niveau européen.

Ceci apparaît comme une condition pour construire une Europe politique.

Cette synthèse n'est évidemment pas exhaustive. Elle essaie d'être fidèle aux principales idées avancées dans l'atelier.

S'il fallait ne retenir, en conclusion, qu'un élément, c'est la volonté des militants de faire de la politique, c'est-à-dire de participer à l'élaboration des choix du PS, au plan local, fédéral et national et de ne pas être relégué dans la position de supporter. Ceci est valable quand nous sommes dans l'opposition, mais aussi et surtout quand nous sommes au pouvoir.



## LA COMPOSITION DU PS

La trop faible ouverture du PS aux ouvriers, aux couches populaires est regrettée. Chacun constate que le Parti regroupe essentiellement les classes moyennes en zone urbaine.

Il est souhaité que nos instances accueillent davantage d'ouvriers, de jeunes, d'habitants des quartiers périphériques et des territoires ruraux. Nous aurions ainsi plus de témoignages sur la manière dont nos réformes sont mises en œuvre et vécues sur le terrain.

## DES ÉLUS DISPONIBLES ET MILITANTS

Les participants ont souhaité que les élus restent présents dans le Parti, qu'ils rendent compte plus souvent des mandats qu'ils exercent, qu'ils fassent bénéficier les militants de leurs connaissances et de leur expérience, qu'ils écoutent davantage ce qui est dit en section.

# DÉFINIR UNE STRATÉGIE POLITIQUE POUR LA GAUCHE

Animateur : Gilles Piérini (section Cesson-Sévigné)  
Rapporteur : Cyrille Morel (section Rennes-Villejean)

Le débat au sein de l'atelier a été confronté à deux difficultés :

La première provient de la définition de la stratégie. Nous avons défini le débat stratégique comme la méthode utilisée pour fixer des objectifs et réunir les moyens permettant de changer la société. Ce débat a été souvent occulté durant la dernière période au profit de la tactique et de la seule prise en compte des rapports de force électoraux.

## UNE STRATÉGIE QUI REPOSE SUR NOS VALEURS

Il est nécessaire que notre stratégie englobe toutes les questions posées à la gauche, sans exclusive, qu'il s'agisse du monde nouveau que nous voulons pour demain ou de la manière de gérer au quotidien.

En même temps, certains éléments stratégiques qui ont servi la gauche sont repris par la droite comme la

- tout en refusant le libéralisme, quelle organisation possible entre le politique et l'économique ?
- quelle est la place des libertés individuelles ?
- l'enjeu de la construction européenne ?
- quel contenu au combat pour une autre mondialisation ?
- quelle alternative au capitalisme ?

A partir de là plusieurs éléments forts de la stratégie sont apparus :

- la prise en compte des échelles mondiales et européennes ;
- l'unité de la gauche ;
- le respect de la diversité.

## LA PRISE EN COMPTE DES ÉCHELLES MONDIALES ET EUROPÉENNES

Parce que les enjeux sont mondiaux (culture et communication dominées par les firmes transnationales, environnement, organisation du travail) et européens, il est nécessaire comme l'a dit un intervenant de construire l'unité du mouvement social à l'échelle mondiale. Ce qui renvoie à deux questions :

- la participation nécessaire des socialistes au mouvement pour une autre mondialisation ;
- le rôle du PSE et de l'Internationale Socialiste, avec l'idée d'un congrès du PSE avec participation et vote des militants.

## L'UNITÉ DE LA GAUCHE

La stratégie d'unité de la gauche est confirmée et fondamentale. La gauche est définie de manière très large comprenant les partis politiques, qu'ils se réfèrent à la tradition réformiste ou à une tradition plus radicale, les syndicats, les associations, les mouvements coopératifs et mutualistes.

Cette stratégie apparaît dans la continuité de la stratégie d'union des forces populaires, c'est-à-dire de l'alliance de tous ceux qui ont intérêt à une victoire de la gauche ; avec la différence qu'il ne s'agit pas de dialoguer entre états-majors, mais de trouver les modalités d'un dialogue large entre tous les militants des organisations.



On passe directement du débat programmatique, du contenu du projet à la tactique électorale : cela a été particulièrement éclatant en 1997 lors de «l'invention» de la gauche plurielle.

La deuxième difficulté qui puise ses causes dans la première, est de débattre simultanément de notre projet et de la stratégie permettant de le mettre en œuvre. De fait, de nombreux intervenants sont partis de ce qu'ils pensent être au cœur de notre projet pour construire cette stratégie, éclairant le besoin de clarification dont a besoin le Parti Socialiste.

décentralisation, tandis que la République ne constitue plus une ligne de rupture dans le débat politique.

Avec une autre question : faut-il être fermes sur nos valeurs ou être les champions du grand écart pour arriver au pouvoir ?

De plus, des débats stratégiques, mais qui renvoient à notre projet doivent être ouverts :

- peut-on être en même temps à Davos et à Porto Allegre ?

## LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ

Le projet de la gauche est différent de celui du seul PS, que l'Histoire a placé au centre de tout processus de transformation sociale, mais qui doit se méfier de son arrogance à l'égard du reste de la gauche. Il est nécessaire d'échanger avec les autres pour mieux construire notre propre projet. Il est également nécessaire d'amplifier le dialogue avec les autres forces et de construire de nouvelles connexions avec le mouvement social afin d'éviter les décalages constatés lorsque l'on est au pouvoir.

Cette stratégie doit permettre de construire un lien dialectique fort entre mouvement social et mouvement politique.

La stratégie de la gauche peut se traduire de plusieurs manières :

- une structuration formelle sous forme de fédération susceptible d'opposer une force à l'UMP ;
- l'organisation d'Etats Généraux permettant de clarifier les positions des uns et des autres, de construire des orientations claires et orientées à gauche.

La tendance générale qui s'est dégagée du débat est la volonté d'une stratégie offensive avec un Parti militant, en phase avec les luttes sociales, en dialogue avec les autres organisations et les mouvements sociaux, tout en respectant la diversité des organisations. Comme l'écrivaient des jeunes militants : «marcher séparément, frapper ensemble».



Les 160 pages des textes rédigés par les militants et les sections d'Ille-et-Vilaine et les rapports des six ateliers de la journée fédérale «Questions pour le débat» du 12 octobre, ont été transmis au Conseil National du Parti Socialiste réuni le 19 octobre 2002.

|   |  |  |
|---|--|--|
|  | <b>Fédérations</b>   | 10 rue de Solferino<br>75333 Paris Cedex 07<br>Tél. 01 45 56 77 00<br>Fax : 01 45 56 79 60 |
| Parti Socialiste  | <a href="mailto:federations@parti-socialiste.fr">federations@parti-socialiste.fr</a> | <a href="http://www.parti-socialiste.fr">www.parti-socialiste.fr</a>                       |

Paris, le 28 octobre 2002

Jean-Claude DUCHALARD  
Premier Secrétaire Fédéral  
Du Parti Socialiste  
45 bis, boulevard de la liberté  
35100 RENNES

Cher Jean-Claude,

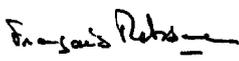
J'ai bien reçu la synthèse fédérale des ateliers ayant eu lieu jusqu'au 19 octobre dans ta Fédération et dans les sections de ton département autour du questionnaire que nous vous avons adressé et je t'en remercie. J'ai vivement apprécié la qualité du travail qui a été fourni par ta Fédération.

En effet, cette synthèse contenait des éléments importants pour notre réflexion commune et certains d'entre eux ont, comme tu as pu le constater, d'ores et déjà été retenus par François HOLLANDE à l'occasion du Conseil National du 19 octobre.

Je t'invite donc à présent à poursuivre les discussions au sein de ta Fédération avec les militants, les sympathisants et les forces vives de ton département pour que le cahier fédéral que tu remettras à l'occasion de la réunion du 15 décembre constitue un élément important intégré dans notre réflexion jusqu'au Congrès.

Je te prie de croire, Cher Jean-Claude, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

*Amitiés socialistes*

  
François REBSAMEN  
Secrétaire National aux Fédérations

# Agenda

## MARDI 26 NOVEMBRE

20 h 30

au local fédéral

### Réunion

de la

## Commission Entreprise

Ouverte à tous

## JEUDI 28 NOVEMBRE

de 18 h 00 à 20 h 00

au siège de la Fédération



45 bis, boulevard de la Liberté à Rennes

### RÉUNION SUR LE THÈME

### Recherche - Enseignement supérieur

avec la participation de

## Jean-Yves LE DÉAUT

Secrétaire National du PS chargé de la Recherche

Député de Meurthe-et-Moselle

Dans ce cadre des débats «la parole aux militants», cette réunion s'adresse plus particulièrement aux militants et sympathisants, qui travaillent dans les domaines de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

## SAMEDI 7 DÉCEMBRE

à 14 h 30



### Maison Internationale de Rennes

7, quai Chateaubriand

### RÉUNION DE FORMATION

sur le thème

### Etre socialiste : aujourd'hui, hier, demain

avec la participation de

## Henri WEBER

Secrétaire National du PS chargé de la Formation

Sénateur de Seine-Maritime